



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral de levée de mise en demeure
Société Distribution Sanitaire Chauffage exploitée sur la commune d' ATTON**

N° 2025-0059
AIOT : 0006207919

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-1, L. 171-8 et L. 511-1 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 2024-0260 du 10 septembre 2024 mettant en demeure la Société Distribution Sanitaire Chauffage (DSC) implanté ZAC d'ATTON rue Frédéric Mansuy à ATTON (54700) pour l'exploitation de ses installations d'entrepôts couverts autorisées par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 pour non respect de ses installations, notamment les articles 2,3,4,5 ;

Vu les constats faits par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est le 24 janvier 2025 lors de la visite de contrôle du site susvisé, consignés dans le rapport référencé GK/RG/0106_2025 du 14 février 2025 ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure 2024-0260 du 10 septembre 2024 sont désormais toutes satisfaites ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La mise en demeure décidée par l'arrêté préfectoral 2024-0260 du 10 septembre 2024 à l'encontre de la société Distribution Sanitaire Chauffage (DSC) pour l'exploitation de ses entrepôts couverts implanté ZAC d'ATTON rue Frédéric Mansuy sur le territoire de la commune d'ATTON (54700) est levée.

Article 2 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 – NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Exécution et informations des tiers

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- La société Distribution Sanitaire Chauffage (DSC)

et dont une copie sera adressée à :

- Madame le maire de la commune d'ATTON

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement.

Nancy le

01 AVR. 2025

Le Préfet,

Françoise SOULIMAN

